

## ACTION URGENTE<sup>i</sup>

EXTERNEÉFAI – AU 970103 – EUR 11/03/97

Action complémentaire sur EXTRA 16/97 (EUR 11/02/97 du 6 février 1997)

"Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

### CRAINTES DE MAUVAIS TRAITEMENTS

#### PRISONNIERS D'OPINION AVÉRÉS OU PROBABLES

ALBANIE	Vladimir Goxhi, Arben Gega, Stavri Shkëmbi, Gjergji Meta Ermir Çaçi, 18 ans B. Memushi Roland Beqiraj, journaliste
	Nouveaux noms : Benet Koleka, journaliste Leon Cika, journaliste Spiro Ilo, journaliste Hektor Pustina, journaliste Kastriot Islami, homme politique

Londres, le 11 février 1997

Le 10 février 1997, de nouveaux affrontements violents ont éclaté dans la ville de Vlora, entre la police et des manifestants réclamant la restitution des fonds qu'ils avaient investis dans des sociétés d'investissement ayant fait faillite. Un manifestant aurait été tué d'une balle dans le dos (l'identité de son assaillant demeure inconnue), et un autre aurait succombé à une crise cardiaque. Selon l'agence de presse Reuter, une centaine de personnes, parmi lesquelles des policiers, auraient été blessées lorsque des policiers et des manifestants ont échangé des jets de pierres. Des coups de feu ont également été tirés. La veille, un autre manifestant était mort lors d'affrontements similaires dans cette ville du sud du pays. Selon des sources hospitalières, l'homme était mort d'une crise cardiaque, mais des manifestants auraient accusé la police d'être responsable de son décès. Alors que le Parlement albanais examine une proposition gouvernementale visant à proclamer l'état d'urgence à Vlora, des manifestants ont incendié le siège local du Parti démocratique au pouvoir.

Le 8 février à Tirana, la police a matraqué la foule qui s'était rassemblée sur la place principale à l'appel des partis d'opposition. La police avait interdit cette manifestation, invoquant des raisons de sécurité, mais n'aurait rien fait pour mettre fin à un rassemblement de sympathisants du gouvernement, qui semble pourtant avoir été également interdit. La police a interpellé et détenu pendant deux heures une quinzaine de dirigeants de l'opposition qui se rendaient sur la place centrale. Kastriot Islami, porte-parole du Parti socialiste, aurait été attaqué par des policiers en civil qui l'ont jeté dans une voiture et battu. Certains témoins l'auraient vu par la suite portant des blessures au front. Le ministère de l'Intérieur a démenti l'arrestation de dirigeants de l'opposition et affirmé que la police avait pris Kastriot Islami sous sa protection après qu'il eut été attaqué par des "individus".

Leon Cika, cameraman de l'agence Reuter, aurait reçu un coup de matraque sur la tempe alors qu'il filmait un manifestant passé à tabac par un membre des unités antiémeutes. Trois hommes en civil, se présentant comme des membres des forces spéciales de sécurité, auraient pénétré dans le bureau de l'agence Reuter à Tirana et exigé qu'on leur remette des photos et les images tournées pour la télévision. Ils ont alors été priés de quitter les lieux.

Le 8 février également, la police aurait dispersé une manifestation à Fier, en frappant à coups de bâton manifestants et journalistes. Le correspondant de Reuter dans cette ville, Benet Koleka, a été frappé par des policiers qui s'étaient emparés de son bloc-notes. Spiro Ilo, cameraman de l'agence Associated Press (AP), aurait été frappé par des policiers en uniforme et des agents en civil. Des hommes en civil ont roué de coups de poing Hektor Pustina, photographe de l'AP, en présence, semble-t-il, de policiers en uniforme.

Le président Sali Berisha a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les allégations de violence policière et a déclaré que le recours à la force était « inacceptable contre des hommes politiques et des journalistes ». Il a insisté sur le fait que la législation albanaise garantissait à tous les citoyens le droit de manifester de manière pacifique, et il a condamné les actes de violence à l'encontre des forces de sécurité et des biens publics.

Cependant, Amnesty International constate avec préoccupation que ces enquêtes semblent généralement s'éterniser sans aboutir. En juin et juillet 1996, des enquêtes avaient été officiellement ouvertes sur les allégations d'actes violents commis par des policiers dans le contexte des élections nationales de mai 1996. Plus de six mois après, aucun policier n'a encore été inculpé ni traduit en justice (cf le rapport d'Amnesty International intitulé Albanie. Élections de mai 1996. Des opposants sont arrêtés et maltraités [index AI : EUR 11/17/96]).

ACTION RECOMMANDÉE SUPPLÉMENTAIRE : télégramme/aérogramme/lettre par avion/fax (en italien, en anglais, en français, en allemand ou dans votre propre langue) :

- Faites référence aux affrontements violents survenus à Vlora entre policiers et manifestants, au cours desquels trois personnes auraient perdu la vie et de nombreuses autres, dont des policiers, auraient été blessées ;
- reconnaissez qu'il incombe aux autorités de maintenir l'ordre public et soulignez qu'Amnesty International ne cautionne nullement l'usage de la violence par les manifestants ;
- exhortez cependant les autorités à assurer le maintien de l'ordre dans le respect de leurs engagements internationaux en matière de droits de l'homme ;
- exprimez votre inquiétude quant aux informations selon lesquelles, le 8 février, la police a maltraité des manifestants non violents et des journalistes à Tirana et Fier (citez les différents cas) et appelez les autorités à signifier de toute urgence aux policiers de chaque district qu'ils doivent s'abstenir de toute violence à l'encontre des détenus ;
- félicitez-vous de l'annonce par le président de l'ouverture d'une enquête sur ces événements, tout en insistant pour que cette enquête soit exhaustive, impartiale, et menée dans les meilleurs délais ;
- demandez instamment que toute personne emprisonnée pour avoir exercé de manière non violente son droit à la liberté de réunion ou à la liberté d'expression soit libérée.

APPELS À :

Président de la République Dr Sali Berisha Presidenti i Republikës së Shqipërisë Zyra e Presidencës, Tirana Albanie Fax : 355 42 33761 ou 355 42 28 420 (Fax/Tél) Télégrammes : President, Tirana, Albanie Formule d'appel : Monsieur le Président de la République,	Ministre de l'Ordre public M. Halit Shamata Minister i Rendit Publik, Tirana, Albanie Fax : 355 42 63607 (direct) Télégrammes : Minister i Rendit Publik, Tirana, Albanie Formule d'appel : Monsieur le Ministre,
---	---

COPIES À :

Comité albanais d'Helsinki (organisation de défense des droits de l'homme) Komiteti Shqiptar i Helsinkit Rr Ali Demi, Pall 2, Shk 2, ap 12, Tirana, Albanie	
ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Albanie dans votre pays.	

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 11 MARS 1997, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*